

Service Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
95 boulevard Carnot
CS 70010
59000 Lille

Lille, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS

105 Rue Philippe Van Thieghem
59270 Bailleul

Références :
Code AIOT : 0055900108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS implanté 105 Rue Philippe Van Thieghem 59270 Bailleul. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS
- 105 Rue Philippe Van Thieghem 59270 Bailleul
- Code AIOT : 0055900108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS, société à responsabilité limitée, immatriculée sous le SIREN 384600243, est en activité depuis 31 ans. Implantée à BAILLEUL (59270). Son effectif est compris entre 10 et 19 salariés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral datant du 16 novembre 2010 pour exploiter un abattoir au titre de la rubrique 2210-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entretien et aménagement des installations,
- protection de la ressource en eau
- prévention des risques et accidents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	entretien des bâtiments	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 11	/	mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Incidents ou accidents	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	règles générales de construction et d'aménagement	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 15-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	les reseaux	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Registre de relevés mensuels des consommations d'eau	arrêté préfectoral du 06/11/2010, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Prétraitement	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-a	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	traitement des eaux : présence de tamis de 1mm	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-b	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	traitement des eaux : respect des valeurs limites d'émission	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-b	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	respect de la périodicité de l'autosurveillance des rejets	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 23-5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	vérification des rejets par un organisme	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 23-5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	nature des produits frigorigènes	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 32	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	bassin de confinement	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 29-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
13	consignes de sécurité incendie	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 29-4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	installations électriques	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 30-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
15	consignes d'exploitation	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 31-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Formation du personnel	arrêté préfectoral du 16/11/2010, article 31-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'abattoir est vieillissant. Les installations sont en général mal entretenues. Les bâtiments sont dégradés nécessitant des travaux en urgence

2-4) Fiches de constats

N° 1 : entretien des batiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 11
Thème(s) : Autre, entretien des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le mur de clôture situé derrière l'installation et la séparant des habitations est sur le point de s'effondrer. Les murs du local abritant le dispositif de traitement des eaux avant rejets sont dégradés, fissurés et sur le point de s'effondrer. Les murs de la bergerie sont dégradés. le toit de la salle d'abattage fait de plexiglas est cassé. le toit du local technique servant à stocker le sel est sur le point de s'effondrer.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure dans un délai de 4 mois de procéder à l'entretien de ses installations et à la sécurisation de ses bâtiments en entamant les travaux de réparation des toits et des murs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 13
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que le dispositif permettant de traiter les eaux résiduaires (eaux de process et les eaux issus de lavage) avant leurs rejets est en panne. Selon l'exploitant, les eaux sont collectées et enlevées par un prestataire extérieur.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai d'un mois de respecter l'article 13 de son arrêté préfectoral en transmettant un rapport d'incident à l'inspection des installations classées, précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : règles générale de construction et d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 15-2
Thème(s) : Autre, règles générale de construction et d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties. Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les locaux de travail et de stockage des produits alimentaires et des déchets doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.
Constats : Aucun plan de circulation à l'intérieur du site n'est affiché. Les murs du local de déchets sont mal entretenus, leurs états actuels ne permettent pas leurs nettoyages et leurs désinfections . Les murs des locaux de travail sont dégradés par endroits (traces de chocs et de rouilles) , leurs états ne permettent pas leurs nettoyages et leurs désinfestations.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois de respecter l'article 15-2 de son arrêté préfectoral en établissant et affichant un plan de circulation à l'intérieur du site. Et en réparant et entretenant les murs de ses locaux de travail et de stockage de déchets de sorte à qu'ils soient faciles à nettoyer et à désinfecter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Les reseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 21
Thème(s) : Autre, Protection de LA ressource en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Un schéma de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours... .
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma à jour de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure dans un délai de 3 mois d'établir le schéma de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre de relevés mensuels des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2010, article 22
Thème(s) : Autre, Approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les relevés mensuels des consommations d'eau sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la Police de l'eau.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre des relevés mensuels des consommations d'eau. Pour justifier ses consommations il a présenté une facture semestrielle d'eau.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure dans un délai de 3 mois de consigner dans un registre éventuellement informatisé les relevés mensuels de ses consommations d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-a
Thème(s) : Autre, 'épuration des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.
Constats : Absence par endroits de dispositif de dégrillage à 6mm. De plus, ses dispositifs ne sont pas bien entretenus. L'exploitant n'a pas pris de mesures correctives suite aux dépassements des valeurs-limites fixées par l'arrêté préfectoral, notamment les critères suivants: les matières grasses, azote global et phosphore.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure dans un délai de 3 mois l'exploitant: <ul style="list-style-type: none">• d'équiper ses installations de dispositifs de prétraitement des eaux résiduaires assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm.• de prendre les dispositions nécessaires si une indisponibilité est susceptible de conduire aux dépassements des valeurs-limites imposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Traitement des eaux : preserice de tamis de 1mm:

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-b
Thème(s) : Autre, épuration des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pré-traitées in situ sont homogénéisées dans une fosse de 10 m ³ pour réguler le débit à 2,5 m ³ /heure. En sortie, avant le déversement dans le réseau public d'assainissement, ces eaux doivent être tamisées à 1 mm et répondre aux caractéristiques reprises ci-dessous.
Constats : Le dispositif de traitement des eaux (le tamis 1 mm) est en panne. L'exploitant indique qu'en attendant la réparation de la panne, les eaux sont enlevées et traitées ailleurs par un prestataire.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure dans un délai de 2 mois de respecter l'article 23-4-b de son arrêté préfectoral de tamiser à 1mm avant rejet des eaux, et en attendant la réparation de son dispositif d'épuration, de s'assurer du caractère pérenne du traitement de ses effluents par une station d'épuration extérieure à l'installation conformément à l'article 28 de l'arrêté du 30 avril 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Traitement des eaux : respect des v/e:**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 23-4-b**Thème(s) :** Autre, épuration des eaux résiduaire**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

...En sortie, avant le déversement dans le réseau public d'assainissement, ces eaux doivent être tamisées à 1 mm et répondre aux caractéristiques reprises ci-dessous:

Paramètres	Débit maximal sur 24 h autorisé: 50m³/j	
	Concentration maximale en sortie du prétraitement (sur échantillon 24h)	Flux journalier maximal autorisé en sortie du prétraitement lissé sur 7 jours/semaine
DCO	2 000 mg/l	100 kg/jour
DBO5	1 500 mg/l	75 kg/jour
DBO	800 mg/l	40 kg/jour
MEST	500 mg/l	25 kg/jour
Matières grasses	50 mg/l	2,5 kg/jour
Azote global	150 mg/l	7,5 kg/jour
Phosphore total	30 mg/l	1,5 kg/jour
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	
température	Inférieure à 30°C	

Constats :

Les valeurs d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral, notamment celles qui concernent les concentrations de matières en suspension, d'azote total, des matières grasses et de phosphore ne sont pas respectées. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier son respect des valeurs d'émissions en matière de flux.

Observations :

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure dans un délai de 3 mois de respecter les valeurs d'émissions de ses rejets d'eaux conformément à l'article 23-4-b de son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois

N° 9 : respect de la périodicité de l'autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 23-5
Thème(s) : Autre, Surveillance de rejets – Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés aux fréquences définies ci-dessous et portés sur un registre
Constats : L'exploitant réalise des mesures de ses eaux avant rejets deux fois par an contrairement aux prescriptions de l'article 23-5 qui impose des mesures trimestrielles.
Observations : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois de respecter l'article 23-5 de son arrêté préfectoral en effectuant des surveillances trimestrielles de ses rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : vérification des rejets par un organisme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 23-5
Thème(s) : Autre, Surveillance de rejets – Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Les résultats des mesures seront transmis chaque année à l'inspecteur des Installations Classées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement seront joints.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les mesures de la qualité de ses rejets sont effectuées une fois par an par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois d'effectuer des mesures de surveillance des rejets d'effluents au moins une fois par an par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées conformément à l'article 23-5 de l'arrêté préfectoral. Les résultats des mesures seront transmis chaque année à l'inspecteur des installations classées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement seront joints.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : nature des produits frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 32
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des documents permettant d'identifier la nature des produits frigorigènes utilisés dans ses chambres froides.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure dans un délai de 3 mois l'exploitant de disposer des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits frigorigènes présents dans l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 29-3
Thème(s) : Autre, Prévention des risques et accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit permettre le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Le volume du bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.
Constats : L'exploitation n'est pas équipée de dispositif permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure dans un délai de 4 mois l'exploitant d'équiper son installation de dispositifs permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Consignes de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 29-4
Thème(s) : Autre, Prévention des risques et accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il ait établi des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure dans un délai de 2 mois l'exploitant d'établir des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 30-2

Thème(s) : Autre, Prévention des risques et accidents

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables et notamment au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail, en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Les normes NF C15-100 et NF C15-200 seront respectées. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de ses installations électriques. Ces rapports relèvent plusieurs observations dont certaines sont récurrentes. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il ait mis en place un plan permettant de corriger les écarts relevés et l'entretien de ses installations en les gardant en permanence conformes.

Observations :

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 2 mois de respecter l'article 30-2 de son arrêté préfectoral en entretenant ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 31-1
Thème(s) : Autre, consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent en particulier : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction de fumer ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;• l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes stipulées par l'article article 31-1 de son arrêté préfectoral.
Observations : L'inspection propose à monsieur le préfet de mètre en demeure l'exploitant dans un délai de 2 mois d'établir les consignes d'exploitation conformément à l'article 31-1 de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 31-3

Thème(s) : Autre, consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Observations :

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 2 mois de mettre en place pour les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

